



20.4579

**Motion Graf Maya.
Pflanzenschutzmittel,
die für Menschen, Insekten
oder Gewässerlebewesen
toxisch sind. Keine Zulassung mehr
für die nichtberufliche Anwendung**

**Motion Graf Maya.
Produits phytosanitaires toxiques
pour les êtres humains, les insectes
ou les organismes aquatiques.
Ne plus les autoriser pour un usage
non professionnel**

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 18.03.21 (ORDNUNGSANTRAG - MOTION D'ORDRE)

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 30.05.22

Antrag der Mehrheit
Annahme der Motion

Antrag der Minderheit
(Germann, Caroni, Engler, Kuprecht)
Ablehnung der Motion

Proposition de la majorité
Adopter la motion

Proposition de la minorité
(Germann, Caroni, Engler, Kuprecht)
Rejeter la motion

Präsident (Hefti Thomas, Präsident): Sie haben einen schriftlichen Bericht der Kommission erhalten. Der Bundesrat beantragt die Ablehnung der Motion.

Thorens Goumaz Adèle (G, VD), pour la commission: Votre Commission de l'économie et des redevances a procédé à l'examen préalable de la motion de notre collègue Maya Graf lors de sa séance du 9 mai dernier. L'objet avait en effet été renvoyé en commission le 18 mars 2021 pour clarifier certains points, notamment ce que la Confédération fait déjà dans ce domaine.

Trois demandes sont formulées dans la motion. Il s'agit tout d'abord ne plus autoriser, pour un usage non professionnel, les produits phytosanitaires toxiques pour les êtres humains, les insectes ou les organismes aquatiques. Ensuite, il est demandé que soient inscrits sur une liste positive, actualisée régulièrement, tous les produits phytosanitaires dont la vente ou l'utilisation par des amateurs est autorisée. Enfin, il est demandé que les produits phytosanitaires que les amateurs ont le droit d'utiliser soient vendus en fonction de leur domaine d'utilisation dans de petits récipients prêts à l'emploi.

L'auteure de la motion souligne le fait que 10 pour cent des pesticides vendus sont utilisés par des jardiniers amateurs, ce qui correspond tout de même à 200 tonnes de substances actives dont certaines sont très





toxiques. Les utilisateurs amateurs ne bénéficient, par définition, d'aucune formation qui leur permettrait de disposer des connaissances nécessaires pour utiliser ces produits. Il leur manque en particulier les connaissances sur les prescriptions légales en vigueur, sur la manière d'utiliser, de stocker et d'éliminer correctement les pesticides ou encore sur les solutions alternatives.

Actuellement, sur les 380 produits phytosanitaires autorisés pour un usage amateur, 129 sont décrits comme toxiques pour l'homme, 149 comme toxiques pour l'environnement et 32 comme toxiques pour les abeilles.

On peut imaginer que les risques inhérents à l'utilisation d'un pesticide sont sensiblement plus élevés chez les amateurs que chez les professionnels, du fait de leurs connaissances moindres en la matière. C'est en tout cas ce que démontre une étude récente de l'Office fédéral de l'environnement, qui met en lumière le fait que les utilisateurs amateurs sont pour plus de la moitié d'entre eux mal informés sur l'interdiction d'utiliser des herbicides, contrairement aux utilisateurs professionnels qui sont, eux, bien informés.

Le Conseil fédéral s'oppose à la motion évoquant le fait qu'il a adopté un plan d'action sur la réduction des pesticides, qui concerne également les produits destinés à des amateurs. Une liste des produits destinés à des non-professionnels a déjà été publiée dans ce contexte et est disponible sur le site Internet de l'Office fédéral de l'agriculture. Des modifications ont également été apportées à l'ordonnance sur les produits phytosanitaires. Elles vont dans le sens de la demande contenue dans la motion. La remise à des non-professionnels de produits phytosanitaires destinés à des professionnels est notamment interdite depuis le 1er janvier 2021.

Il est enfin prévu de renforcer les critères d'homologation des produits destinés aux non-professionnels. L'introduction d'un critère de type "prêt à l'emploi" fera l'objet d'une évaluation dans ce cadre. L'administration travaille donc actuellement sur ce durcissement des critères d'homologation des produits destinés aux non-professionnels. Il a été demandé dans ce contexte de définir ces critères sur la base de l'étiquetage des produits, en tenant compte notamment des risques pour l'environnement et la santé ainsi que de la forme de distribution du produit au consommateur.

Il est prévu qu'à l'avenir, des produits qui sont classés comme cancérigènes et mutagènes ou comme toxiques pour les organismes aquatiques ne soient plus autorisés pour les utilisateurs non professionnels. En outre, il ne sera plus possible d'autoriser les non-professionnels à utiliser des herbicides contenant du glyphosate. Ces adaptations devraient entrer en vigueur en décembre 2022.

Aux yeux de la majorité de la commission, les efforts mis en place par le Conseil fédéral vont dans le bon sens. Cependant, les adaptations annoncées sont encore en cours de réalisation, et il n'y a pas de garantie à ce stade que le Conseil fédéral puisse mettre en oeuvre tout ce qu'il a prévu de faire. Un recul a notamment déjà été constaté, puisque l'administration est revenue en arrière en ce qui concerne une interdiction claire de l'utilisation des herbicides pour les non-professionnels.

Si la deuxième demande de la motion, c'est-à-dire l'établissement d'une liste de tous les produits phytosanitaires dont la vente et l'utilisation par des amateurs reste autorisée, a effectivement reçu une réponse positive et concrète, il reste une grande incertitude concernant la mise en oeuvre effective de la première et de la troisième demande de la motion. Il faut dès lors interpréter la proposition d'adopter la motion comme un encouragement envers le Conseil fédéral afin qu'il poursuive les processus qu'il a amorcés et mette en oeuvre rapidement l'ensemble des mesures prévues en veillant à tenir pleinement compte de toutes les demandes de la motion, notamment celles des points 1 et 3.

Le délai imparti pour traiter la motion expirant avant l'entrée en vigueur des modifications prévues, le traitement de la motion ne pouvait pas être suspendu dans cette attente; c'est pourquoi une adoption se justifie pour soutenir les processus en cours jusqu'à leur aboutissement.

La commission, qui s'est prononcée par 5 voix contre 4 et 3 abstentions, vous propose dès lors de soutenir la motion.

Germann Hannes (V, SH): Die Berichterstatterin hat es soeben erwähnt: Die Motion ist mit 5 zu 4 Stimmen bei 3 Enthaltungen angenommen worden. Das zeigt doch, dass dabei vielleicht auch eine gewisse Unsicherheit vorhanden war. Die Motion rennt ja eigentlich offene Türen ein, was die Ziffern 2 und 3 betrifft. Auch haben wir in diesem Rat explizit die parlamentarische Initiative 19.475 der WAK-S, "Das Risiko beim Einsatz von Pestiziden reduzieren", angenommen. Dort sind wir auf Kurs. Das Ziel dieser Motion wird damit erreicht.

AB 2022 S 281 / BO 2022 E 281

Aber angesichts der ersten Ziffer der Motion, die besagt, dass Pflanzenschutzmittel für nichtberufliche Anwendungen, die für Menschen, Insekten oder Gewässerlebewesen toxisch sind, nicht mehr zuzulassen sind, weiss ich nicht, ob damit ein gesamthaftes Verbot sämtlicher Pflanzenschutzmittel anvisiert wird. Denn ich kenne nur ganz wenige oder keine, die wirksam und nicht gleichzeitig toxisch sind. Das ist ja gewissermassen gerade der



Sinn von Pflanzenschutzmitteln. Aber wir lassen das mal so stehen.

Wie ich meine, hat der Bundesrat gute Argumente dafür, dass er zu seinem Nein gekommen ist; die Berichterstatterin hat auch darauf verwiesen. Das Ganze ist in den Aktionsplan Pflanzenschutzmittel eingebettet. Bezüglich dieses Aktionsplans sind wir auf gutem Kurs. 2021 – das war eben nach Einreichen der Motion – wurden zusätzlich Abgabevorschriften für Pflanzenschutzmittel an nichtberufliche Verwender verschärft. Somit dürfen seit dem 1. Januar 2021 die Produkte aus der Anwenderkategorie der beruflichen Verwender nicht mehr an nichtberufliche Verwender abgegeben werden. Der Aktionsplan Pflanzenschutzmittel sieht einen weiteren Umsetzungsschritt vor. Bei diesem sollen die Kriterien für die Zulassung von Produkten weiter verschärft werden.

Nun gibt es das Umweltschutzverordnungspaket, das im Frühjahr 2021 erlassen worden ist. Es sieht wiederum strengere Zulassungsvorschriften für Pflanzenschutzmittel für nichtberufliche Verwender vor. Dieses Geschäft ist in Konsultation gegangen und ist nun zurück. Der Bundesrat und die Verwaltung haben hier meines Erachtens überzeugend dargelegt, dass wir völlig auf Kurs sind. Zusätzlich wurde der Forderung Rechnung getragen, dass auch nichtberufliche Verwender unter bestimmten Umständen weiterhin Herbizide, also Produkte zur Vernichtung von unerwünschten Pflanzen, verwenden dürfen sollen. Vorgesehen ist zudem, dass Pflanzenschutzmittel in Zukunft nicht mehr an nichtberufliche Verwender abgegeben werden dürfen, wenn die Mittel als krebserregend und fruchtschädigend oder als für Wasserorganismen toxisch eingestuft werden. Zusätzlich gilt ein Verbot für die Abgabe von Herbiziden mit dem Wirkstoff Glyphosat an nichtberufliche Verwender.

Somit sind die Forderungen der Motion weitestgehend erfüllt. In diesem Rat ist es nicht üblich, dass bereits erfüllte Motionen noch angenommen werden.

Ich danke Ihnen, wenn Sie hier dem Bundesrat und der Minderheit folgen und die Motion ablehnen.

Graf Maya (G, BL): Ich möchte mich bedanken und meiner Freude darüber Ausdruck verleihen, dass sowohl die Mehrheit als auch die Minderheit anerkennen, dass es gerade im Bereich der nichtberuflichen Anwendung strengerer Massnahmen bedarf, insbesondere bei den toxischen Pflanzenschutzmitteln.

"Toxisch" ist ein Begriff, der mitunter von den Amtsstellen definiert wurde, denn es gibt ja Kriterien. Zudem haben wir gehört, dass noch heute, nach aktuellem Stand, 369 Produkte, die die toxischen Kriterien erfüllen, für die nichtberufliche Verwendung zugelassen sind. Das heisst, diese Produkte sind auch in kleinen Mengen sehr schädlich, insbesondere auch für uns Menschen. Denken Sie z. B. an Privatgärten, wo Kinder spielen und Kleinlebewesen vorkommen.

Besonders hinweisen möchte ich darauf, dass bei der Hobbyanwendung oft das Wissen fehlt, etwa über die Menge, sprich die Verdünnung eines Präparates in einer Spritzkanne. Auch die Lagerung und die nachherige Entsorgung sind ein Problem; einiges, das nicht dorthin gehört, landet unweigerlich im Grundwasser. Für mich, und das muss ich Ihnen nicht sagen, weil Sie es selber wissen, handelt es sich hier um eine Ungleichbehandlung gegenüber der Landwirtschaft, für die es zu Recht viele strikte Auflagen gibt, die eingehalten werden müssen. Ausserdem gibt es einen Fachkurs, was heisst, dass niemand im beruflichen Umfeld der Landwirtschaft mit Pflanzenschutzmitteln hantieren darf, der nicht über den entsprechenden Fachausweis verfügt.

Überall werden nun Becken montiert, damit z. B. Tanks wieder ausgewaschen werden können. Das stellt eine grosse Investition dar. Derweil haben wir im Privatbereich gar nichts, geschweige denn Kontrollen. Lange Zeit wusste der Bundesrat gar nicht, wie viele toxische Mittel überhaupt verkauft werden. Inzwischen gibt es aber Verbesserungen – dafür möchte ich Danke sagen –, wie etwa die zwei Listen: die eine für nichtberufliche, die andere für berufliche Anwendungen.

Aber – das konnten Sie auch lesen – 2018 gab es dann eine Umfrage, und darin wurde festgestellt, dass die Anwenderinnen und Anwender im privaten Bereich praktisch nicht informiert waren. Sie wussten nicht, was sie verwenden durften und was nicht, und sie kannten zum Beispiel auch den Stand der Umsetzung eines Herbizidverbots nicht. Sprich: Es geht hier auch darum, diese Massnahmen dort durchzusetzen, wo die toxischen Mittel mehr schaden als nützen – im Privatgarten, von dem niemand kommerziell leben muss. Es geht darum, dass diese toxischen Pflanzenschutzmittel nicht mehr zugelassen werden.

Ich bin sehr froh und möchte mich hier auch dafür bedanken, dass der Aktionsplan die Kriterien dazu nun verschärft. Es ist aber so, dass die Einführung noch nicht erfolgt ist. Die Verschärfung ist noch nicht in Kraft – sie ist zwar geplant, aber sie ist sehr stark umstritten. Ich möchte darauf hinweisen, dass sich Scienceindustries bereits öffentlich gegen diese weitere Einschränkung der toxischen Pflanzenschutzmittel im nichtberuflichen Bereich gewehrt hat. Das ist also noch nicht gegessen – nein, essen sollen wir es nicht: Es ist noch nicht in trockenen Tüchern.

Daher ist es wichtig, dass wir heute auch dem Bundesrat und den Bundesämtern den Rücken stärken und mit der Motion ein deutliches Zeichen geben, dass wir zwar Pflanzenschutzmittel möchten – von diesen gibt es



Hunderte auf dem Markt, die gebraucht werden dürfen –, dass wir aber die toxischen nicht mehr zum Verkauf anbieten möchten. Dann ist es auch für die Hobbygärtnerinnen und -gärtner viel einfacher.

Berset Alain, conseiller fédéral: Vous avez vu que le Conseil fédéral propose de rejeter la motion. Il estime que les exigences qu'elle pose sont, pour une partie déjà, remplies ou qu'elles le seront prochainement. On peut donc encore discuter de la question de savoir s'il manque quelque chose. Pour l'essentiel, nous estimons que les travaux sont en cours. Depuis le 1er janvier 2021, donc depuis plus d'une année, seuls les produits autorisés pour les non-professionnels peuvent être remis à des non-professionnels. C'est un changement important. Dans le cadre du plan d'action que le Conseil fédéral a mis en place pour la réduction des risques et pour l'utilisation durable des produits phytosanitaires, une liste des produits destinés aux non-professionnels a été publiée.

Un élément nouveau est intervenu. Des critères d'homologation plus stricts pour ces produits ont été soumis à consultation. Il y a eu beaucoup de retours et de remarques qui ont été faits. Ils ont conduit à des remaniements. Nous continuerons les travaux dans ce domaine. Sous réserve de la décision du Conseil fédéral qui sera prise cet automne, nous devons nous poser la question de savoir si les produits pourraient ou ne pourraient plus être autorisés pour des non-professionnels s'ils sont classés comme cancérigènes ou ont des effets néfastes sur la fertilité ou la santé du fœtus.

Les travaux se poursuivent. Nous estimons que pour l'essentiel la demande est satisfaite.

C'est fort de cette argumentation que le Conseil fédéral vous invite à rejeter la motion.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.4579/5068)

Für Annahme der Motion ... 20 Stimmen

Dagegen ... 15 Stimmen

(2 Enthaltungen)

Präsident (Hefti Thomas, Präsident): Damit sind wir am Ende der Tagesordnung angelangt. Ich verabschiede den

AB 2022 S 282 / BO 2022 E 282

Vizepräsidenten des Bundesrates, Herrn Berset, und wünsche ihm und Ihnen allen noch einen schönen Abend.

Schluss der Sitzung um 20.10 Uhr

La séance est levée à 20 h 10

AB 2022 S 283 / BO 2022 E 283